

31.05.2023 - 11:00 Uhr

## Sondage GFS: la population suisse favorable à la transition énergétique pour gagner en indépendance et en sécurité d'approvisionnement

Aarau (ots) -

**La population suisse soutient à une large majorité le développement des énergies renouvelables dans le pays, qu'elle voit comme un moyen de renforcer la sécurité d'approvisionnement, de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger et d'agir concrètement en faveur de l'environnement. La sécurité de l'approvisionnement a la priorité absolue dans le trilemme avec la protection du climat et l'accessibilité des prix de l'électricité. C'est ce qui ressort d'un sondage représentatif réalisé par gfs.bern sur mandat de l'Association des entreprises électriques suisses (AES).**

L'année 2022 et l'hiver qui s'est achevé ont été marqués par la crise énergétique, les augmentations parfois sévères des prix de l'électricité et le risque de pénurie d'énergie. Ces circonstances exceptionnelles n'ont toutefois rien changé à l'adhésion que suscite l'orientation actuelle de la politique énergétique, bien au contraire. La population suisse approuve clairement la voie suivie: au total, 59% des personnes interrogées sont plutôt ou tout à fait d'accord avec la politique énergétique actuellement menée par la Suisse, soit une augmentation de 3% par rapport au même sondage réalisé un an auparavant.

La politique énergétique actuelle est plébiscitée en milieu rural comme en milieu urbain, indépendamment du sexe, de l'âge et, à une exception près, de la mouvance politique. Seul l'électorat de l'UDC n'est plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec le cap suivi en matière de politique énergétique (53% de rejet).

68% des personnes sondées estiment que la transition énergétique est beaucoup trop lente en Suisse. Une majorité d'entre elles est cependant d'avis que les énergies renouvelables ne suffisent pas à couvrir les besoins en électricité (63%). Et pourtant, moins d'une personne sur deux (44%) admet qu'en interdisant la construction de nouvelles centrales nucléaires, nous limitons notre marge de manoeuvre.

### Miser sur les énergies renouvelables pour assurer la sécurité d'approvisionnement, l'indépendance et la protection du climat

Les résultats de l'enquête montrent que la population considère le développement des énergies renouvelables dans le pays comme la solution à différents chantiers.

#### 1. Renforcer la sécurité d'approvisionnement

La sécurité d'approvisionnement continue de bénéficier d'une priorité absolue auprès de la population. Sans changement par rapport à l'année dernière, les personnes interrogées estiment que garantir la sécurité d'approvisionnement doit être la principale mission de la politique énergétique (50%). Proposer l'électricité à un prix abordable et neutraliser l'impact climatique de sa production sont des tâches clairement secondaires, qui recueillent environ 25% d'approbation chacune. La définition des priorités diffère selon les convictions politiques: alors que pour l'électorat du centre-droit, la sécurité de l'approvisionnement prime toute autre considération, suivie de l'accessibilité des tarifs de l'électricité, l'électorat du PVL et du PS accorde une importance équivalente à la sécurité de l'approvisionnement et à une production climatiquement neutre. Seuls les électeurs et électrices verts subordonnent la sécurité d'approvisionnement à une autre tâche, en priorisant clairement une production d'électricité climatiquement neutre.

#### 2. Réduire la dépendance à l'égard des importations étrangères

Développer les énergies renouvelables pour lutter contre la dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger est la principale raison avancée par les personnes interrogées pour justifier leur adhésion à la voie actuellement suivie en matière de politique énergétique. 76% d'entre elles aspirent à plus d'indépendance vis-à-vis de l'étranger, avant tout pour mettre un terme à la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles de pays non démocratiques (71%). Près de quatre personnes sondées sur cinq sont d'avis qu'il n'est pas souhaitable d'importer davantage d'électricité de l'étranger pour prévenir une pénurie d'électricité. Une nette majorité (58%) se montre également critique à l'égard des investissements réalisés à l'étranger dans le développement des énergies renouvelables.

#### 3. Protéger le climat et l'environnement

Près de quatre personnes interrogées sur cinq estiment sur le fond qu'encourager les formes d'énergie renouvelable est une manière de mettre concrètement en oeuvre la protection de l'environnement. La transition énergétique ne doit cependant pas avoir carte blanche: 63% des personnes participant à l'enquête considèrent que le paysage et la nature ne doivent pas être sacrifiés sans compromis sur l'autel du développement des énergies renouvelables. 59% d'entre elles se déclarent néanmoins disposées à des concessions significatives en matière de protection de l'environnement pour servir la cause des énergies renouvelables. Une écrasante majorité (69%) se dit en outre prête à limiter les possibilités de recours dans le domaine de l'énergie afin d'accélérer le développement de nouvelles infrastructures énergétiques. Nombreuses sont également les personnes (57%) qui pensent que si

nous ne passons pas immédiatement aux énergies renouvelables, la catastrophe climatique est inévitable.

### **Large soutien aux énergies renouvelables, pas de majorité pour le nucléaire**

Les taux d'approbation élevés enregistrés pour les différentes technologies de production témoignent du crédit accordé aux énergies renouvelables par les Suisses et Suissesses: installations solaires sur toitures et façades: 97%, énergie hydraulique: 89%, énergie éolienne: 76%. Le soutien populaire à l'extension du photovoltaïque sur les infrastructures existantes (autoroutes, barrages, p. ex.) ainsi que sur des toitures et façades appropriées est incontestable. La population n'est en revanche pas convaincue par les grandes installations solaires en montagne et sur des espaces ouverts. Les personnes sondées adhèrent néanmoins à la création de nouveaux lacs de barrage à la place d'anciens glaciers et à l'implantation d'éoliennes à proximité de leur propre maison. Elles se montrent par ailleurs très majoritairement favorables au développement d'autres formes d'énergie comme la biomasse, la géothermie et l'hydrogène.

Aux yeux des personnes interrogées, le nucléaire n'a pas sa place dans le futur système énergétique. Ni les nouvelles centrales nucléaires de la génération actuelle, telles qu'elles sont actuellement exploitées et construites par la France et la Finlande, ni les centrales nucléaires de quatrième génération, en phase de recherche et développement, ne recueillent de majorité: 34% seulement des personnes qui se sont prononcées approuvent la première option; 43% la seconde. Le faible taux d'approbation (35%) que recueille la question de savoir si une nouvelle centrale nucléaire est préférable à d'innombrables nouvelles centrales (éoliennes, installations solaires en montagne ou barrages, p. ex.) confirme là encore le peu de légitimité dont jouit l'énergie nucléaire auprès de l'électorat.

### **La transition énergétique est en droit d'avoir un coût**

La population ne considère globalement pas que la transition énergétique soit trop chère (52% rejettent cette affirmation). Le coût semble jouer un rôle plutôt secondaire: une majorité des personnes sondées estime que la transition énergétique doit être intensifiée sans considérations financières. Neuf interrogés sur dix seraient même prêts à investir de leur poche dans la production d'énergie. Pour les personnes interrogées, il ne fait aucun doute que l'efficacité énergétique doit être encouragée, y compris si cela nécessite de mettre la main à la poche. 70% d'entre elles seraient prêtes à déboursier mille francs ou plus pour le remplacement de vieux appareils ménagers très énergivores. Toutefois, à partir d'un seuil de dix mille francs, la disposition à investir dans une installation photovoltaïque ou dans la rénovation d'un bâtiment tombe en dessous du seuil de 50%. Une nette majorité (72%) se déclare en outre disposée à renoncer à des habitudes qui lui sont chères pour contribuer à la sécurité d'approvisionnement en réduisant sa propre consommation d'électricité.

### **La population est largement favorable à un accord sur l'électricité**

L'étude de grande ampleur "Avenir énergétique 2050" menée par l'AES a récemment mis en évidence les avantages que pourrait retirer la Suisse d'une coopération étroite avec l'UE en matière de politique énergétique sur le chemin de ses objectifs énergétiques et climatiques. Selon le présent sondage, 73% de la population appuierait la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE. Le taux reste supérieur à 50% si la signature d'un tel accord nécessitait pour la Suisse de faire preuve d'esprit de compromis. La baisse de ce chiffre est liée à la nette opposition manifestée par les membres du PLR et de l'UDC à toute forme de concessions. Les sympathisantes et sympathisants de tous les autres partis seraient disposés à consentir à des compromis.

### **Mise en perspective de l'AES: il est temps de développer enfin les énergies renouvelables**

Les turbulences traversées en 2022 dans le domaine de l'énergie n'ont pas remis en cause le solide appui affiché au cap initié en matière de politique énergétique; cela montre, du point de vue de l'AES, à quel point la population suisse encourage le développement de toutes les énergies renouvelables. L'analyse de gfs.bern révèle néanmoins que les Suisses et Suissesses abordent désormais les questions de politique énergétique avec un peu plus de pragmatisme qu'il y a encore un an. Pour le Directeur de l'AES, Michael Frank, cela s'explique par le fait que, malgré un risque réel, il n'y a eu aucune panne d'électricité l'hiver dernier: "S'il y avait eu pénurie d'approvisionnement, la population exercerait assurément une pression plus forte sur les responsables politiques pour enfin les obliger à lâcher du lest en matière de politique énergétique." Il semble donc que le seuil de douleur n'ait pas encore été atteint.

Il serait pourtant grand temps de tirer les leçons des manquements de ces dernières années, affirme Michael Wider, Président de l'AES. "Nous devons développer une capacité annuelle de 1,3 térawattheure d'ici à 2050 si nous voulons garantir la sécurité d'approvisionnement et atteindre la neutralité climatique. En 2050, la demande en électricité représentera 80 à 90 TWh par an." Ces chiffres sont basés sur l'étude scientifique "Avenir énergétique 2050", réalisée par l'AES en collaboration avec l'Empa. Les résultats obtenus indiquent qu'un système énergétique robuste et économiquement efficient ne pourra être mis en place qu'à deux conditions: une volonté affirmée de créer de nouvelles infrastructures énergétiques et une collaboration étroite avec l'UE.

Il en ressort clairement que la population est acquise à l'accélération du processus de transition énergétique et au développement du photovoltaïque, de l'hydraulique et de l'éolien. Michael Wider espère maintenant que la sphère politique sorte de sa torpeur et que le Parlement adopte rapidement l'acte modificateur unique ("Mantelerlass"), une étape importante pour atteindre les objectifs énergétiques et climatiques de la Suisse: "Nous devons tous et toutes apporter à nos concitoyennes et concitoyens la preuve que nous sommes effectivement en mesure de concrétiser l'ensemble des projets de développement des énergies renouvelables actuellement bloqués ou au stade de la planification, et de poursuivre le développement des réseaux électriques que cela implique."

### **Précisions relatives au sondage**

Cette enquête représentative a été réalisée en avril 2023 par l'institut de sondage d'opinion gfs.bern sur mandat de l'Association des entreprises électriques suisses AES. Les données ont été collectées par sondage en ligne et par téléphone auprès de 1003

personnes ayant le droit de vote en Suisse. L'erreur d'échantillonnage s'élève à +/-3,1% à 50/50 et 95% de probabilité.

- [Résumé de gfs.bern](#) (disponible en allemand)
- [Conférence de presse: présentation](#)

Contact:

Valérie Bourdin, Porte-parole Suisse romande  
Tél. +41 21 310 30 23 ou +41 79 428 74 59,  
[valerie.bourdin@electricite.ch](mailto:valerie.bourdin@electricite.ch)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003757/100907321> abgerufen werden.